

Initiatives parlementaires

l'hydroélectricité produit près des deux tiers de toute l'énergie consommée.

Même si l'hydroélectricité est la principale forme d'énergie renouvelable, elle pose de nombreux problèmes réels ou potentiels. La plupart d'entre nous ont entendu parler du projet Kemano, en Colombie-Britannique. Comme le gouvernement précédent a soustrait ce projet à une évaluation environnementale exhaustive, les préoccupations de la collectivité touchée et de l'industrie restent au coeur même du débat auquel participent des intervenants résolus représentant de nombreux domaines.

Le projet de Grande-Baleine, près de la Baie James, illustre aussi les craintes sur le plan environnemental que continuent de susciter bon nombre de ces mégaprojets. Par conséquent, la Colombie-Britannique a renoncé à beaucoup de grands projets pour privilégier plutôt des projets beaucoup plus petits de mise en valeur de ruisseaux et de petites rivières, qui sont moins dommageables du point de vue environnemental qu'un mégaprojet.

Les vagues et les marées des mers peuvent aussi servir à produire de l'énergie. Les différences de température entre les eaux froides des fonds et les eaux plus chaudes de la surface peuvent aussi être exploitées grâce à des centrales dites thermo-océaniques.

Mais en bout de ligne, ce sont les forces du marché et la demande qui orienteront le secteur de l'énergie vers les sources renouvelables ou non renouvelables.

Ce ne sont là que quelques-uns des aspects de l'utilisation des sources d'énergie renouvelables qu'il faut prendre en considération au moment de décider si nous devons favoriser ces sources ou pas. Je les ai mentionnées parce qu'il est facile de ne regarder qu'un côté de la médaille.

Lorsque nous parlons de passer d'une source d'énergie à une autre, il importe d'évaluer l'apport des projets énergétiques au bien-être matériel des Canadiens à la lumière des principes du développement durable.

En 1992, la valeur de l'énergie produite était évaluée à environ 35 milliards de dollars, soit 7 p. 100 de notre produit intérieur brut. Le secteur de l'énergie emploie plus de 300 000 personnes. L'énergie compte pour 11 p. 100 du total de nos exportations et 17 p. 100 de tous les investissements et elle génère un excédent commercial de plus de dix milliards de dollars par année. C'est un secteur extrêmement important.

Cependant, je ne suggère pas de privilégier une forme de production d'énergie au détriment de toutes les autres ou de ne pas envisager de recourir davantage aux sources d'énergie renouvelables. Ce que je dis, c'est que les habitudes de consommation d'énergie de tous les Canadiens méritent d'être étudiées. Plutôt que de produire davantage d'énergie, nous devons apprendre à en utiliser moins. C'est là que réside la solution.

Mme Dianne Brushett (Cumberland—Colchester, Lib.): Monsieur le Président, je vous remercie et je remercie les députés de la Chambre de me permettre de rester assise parce que j'ai une jambe dans le plâtre.

J'appuie sans réserve la motion présentée ce soir par le député de Davenport. La Chambre a entendu parler de ces changements climatiques et de ce que le monde et le Canada font à ce sujet.

Je voudrais faire quelques remarques au sujet des aspects économiques de cette question. De tels changements climatiques pourraient avoir un impact considérable sur les emplois, les entreprises et les exploitations agricoles d'un bout à l'autre du pays. Cette question revêt donc une importance vitale pour les Canadiens. Nous devons tous comprendre les effets de ces changements.

L'impact pourrait certes être dévastateur. La fonte de la calotte polaire pourrait nuire à la pêche sur la côte est. La hausse du niveau de la mer pourrait inonder les basses terres dans les provinces atlantiques. Le niveau des Grands Lacs pourrait baisser considérablement, créant des problèmes insurmontables pour les industries. Les tempêtes pourraient être plus fréquentes et plus violentes. Les sécheresses dans les Prairies pourraient s'aggraver. De nouvelles maladies et de nouveaux insectes nuisibles pourraient s'attaquer à nos cultures et menacer la santé de l'homme. Le bassin du Fraser pourrait être inondé. Dans le nord, le pergélisol n'offrirait plus une base solide pour les immeubles et les pipelines, mettant en danger les installations existantes.

Tout cela se traduirait par des pertes économiques qui pourraient être plus graves à cause de la nature même de l'économie canadienne. En effet, notre économie dépend largement des industries axées sur les ressources comme l'agriculture, les pêches et l'exploitation forestière, industries qui sont toutes très sensibles aux changements climatiques.

À cause de cette sensibilité, le Canada doit prendre des mesures énergiques pour essayer de mitiger les changements climatiques possibles. La façon la plus directe de le faire, c'est de réduire les émissions de gaz à effet de serre, particulièrement le dioxyde de carbone.

Bien que le Canada ne représente que la moitié de 1 p. 100, c'est-à-dire 0,5 p. 100, de la population mondiale, il est responsable de 2 p. 100 des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale.

• (1850)

À l'échelle de la planète, nous produisons beaucoup plus que notre juste part de gaz à effet de serre. À moins que le Canada et les autres pays industrialisés ne donnent l'exemple et montrent que nous sommes vraiment résolus à réduire nos émissions, les pays en voie de développement ne commenceront pas à faire leur part pour régler le problème.

Pour remédier à la situation, nous devons d'abord comprendre comment ce phénomène est apparu. D'où proviennent les gaz à effet de serre au Canada et pourquoi leurs émissions sont-elles si fortes par rapport à notre population? Les réponses à ces questions ont quelque chose à voir avec la géographie, la démographie et l'infrastructure économique du Canada.

Nous vivons dans un pays immense et peu densément peuplé, au climat froid et aux longs hivers. Nous devons faire un grand usage des moyens de transport, et d'appareils de chauffage et d'éclairage artificiel. Notre population croît plus vite que celle de la plupart des pays industrialisés. Notre économie dépend, de façon disproportionnée, de l'extraction des ressources naturel-